

FRANCE REPORTAGE

Le conflit israélo-palestinien ébranle la foi de Strasbourg dans le dialogue

La capitale de l'Alsace, traditionnellement attachée à l'œcuménisme, est touchée par les secousses du conflit entre Israël et le Hamas. La communauté juive, profondément blessée, réclame un soutien sans équivoque, quand les militants propalestiniens se plaignent d'être muselés. Certains décident de se taire, le temps du deuil.

Mathilde Goanec - 27 octobre 2023 à 19h08

S trasbourg (Bas-Rhin). – Temples, mosquées, églises, la cheffe de chœur Isabelle Marx a chanté dans à peu près tout ce que la ville de Strasbourg compte d'édifices religieux, et ils sont nombreux dans la capitale du Grand Est. « J'ai coutume de dire que le seul endroit de Strasbourg où je n'ai pas chanté, c'est à la synagogue », glisse, sourire en coin, cette « juive libérale », infatigable militante du dialogue interculturel et interreligieux.

Une évidence tellement profonde qu'elle a imprimé sa marque au cœur même de sa famille : cette femme juive a épousé un chrétien. Parmi ses cinq enfants, une fille est musulmane. Un gendre bouddhiste est récemment entré dans le clan. Une manière de ne pas se contenter de dire être « pour la paix » et de troquer les discours pour « l'expérience réelle des convictions ».

Le 7 octobre 2023 cependant, le choc a été rude face à l'attaque du Hamas sur le sol israélien. « Je me suis sentie vraiment perdue... » Isabelle Marx décrit cette émotion dans la chaleur d'un café de Strasbourg. « Il y a des monstruosités tous les jours, je le sais bien, j'ai accueilli pendant plusieurs mois des réfugiés ukrainiens, nous avons vécu à travers eux cette guerre terrible. Mais il y a bien sûr une proximité différente dans ce cas-là pour moi. »

La Strasbourgeoise a vu avec pareil effroi grimper les polémiques, « comme si on pouvait se passer du temps du deuil, du silence ». « Il y a eu la montée de l'antisémitisme, de la haine et c'est tout ce que le terrorisme souhaite, nourrir cette bête infâme de la peur. C'est très difficile d'y résister. »

Tout aussi vite, Isabelle n'a pas eu « envie de rentrer dans un camp », celui d'Israël ou celui de la Palestine : « Pour moi il y a quelque chose d'injuste à devoir choisir. Ce n'est pas eux ou nous, c'est eux et nous ! » Elle a depuis décidé d'ouvrir des groupes de parole, en ligne et à l'international, avec des adeptes de la communication non violente, pour « parler sans être jugé, sans être attaqué ».

Une position qui n'a rien d'évident. Strasbourg abrite la deuxième plus grande communauté juive de France. Une communauté ancienne, vivante localement, mais également très connectée à l'État d'Israël et dès lors profondément endeuillée. La capitale de l'Alsace a également une longue histoire protestante, et elle est enfin devenue au cours du XX^e siècle le lieu d'accueil d'une population de confession musulmane, d'origine principalement turque et maghrébine.

« Ils nous tuent parce que nous sommes juifs, nous n'avons pas droit de cité! »

Harold Abraham Weill, grand rabbin de Strasbourg

De quoi nourrir et renouveler l'autre spécificité locale : en Alsace comme en Lorraine, le Concordat, c'est-à-dire la reconnaissance et l'organisation par l'État des cultes « statutaires » (prêtres, pasteurs et rabbins sont ainsi rémunérés comme des fonctionnaires), donne aux religions un rôle très à part. « Ici, nous ne sommes pas assis au cinquième rang lors des cérémonies officielles, explique Harold Abraham Weill, grand rabbin de Strasbourg. Nous sommes installés juste derrière le préfet. »

Et c'est parce que l'interreligieux y est quasiment un art de vivre qu'il prend tant de coups, à la faveur de ce nouvel épisode sanglant du conflit israélo-palestinien. La veille de l'anniversaire de l'Oasis, un jardin interreligieux créé il y a dix ans dans le quartier populaire de la Meinau au sud de Strasbourg, le rabbin Mendel Samama a présenté avec fracas sa « démission » et celle de la communauté juive du projet, heurté par l'absence de soutien de ses homologues locaux après les attaques tragiques du 7 octobre sur le sol israélien. Petit coup de tonnerre dans le grand ciel strasbourgeois.

L'espoir déçu de la communauté juive

Le grand rabbin Arnold Abraham Weill soutient sans réserve son camarade Samama. Il reçoit dans le centre attenant à la grande synagogue de la Paix, gardée par des policiers, où l'on rentre après une fouille stricte du sac. La veille, un jeune homme a été interpellé après avoir été surpris frottant un couteau le long de la grille, un acte qui n'est pas isolé: un signalement a été réalisé auprès du parquet <u>après la découverte de plusieurs tags antisémites</u> dans les transports en commun, et des habitants se sont plaints d'injures et de menaces.

« Je ne veux cibler aucune communauté en particulier, et plusieurs pasteurs et imams m'ont écrit pour me témoigner de l'amitié, certains sont même des confidents, raconte Harold Abraham Weill. Ce qui nous a manqué, c'est la voix de l'interreligieux au sens institutionnel, officiel, dans son ensemble, dans ce moment douloureux. Cela nous a profondément blessés. »

Rabbin en poste à Toulouse en 2012 lors de l'attentat commis par Mohamed Merah contre une école juive, premier d'une longue série d'attaques terroristes en France, Harold Abraham Weill revit ce même état de « pétrification » depuis le 7 octobre. « Ils nous tuent parce que nous sommes juifs, nous n'avons pas droit de cité! Contre ce terrorisme, nous aurions dû avoir tout le monde à nos côtés, comme au moment de Charlie Hebdo ou du Bataclan. »

Dans le salon d'Evelyne Will-Muller, une petite *menorah* (chandelier juif) a trouvé sa place près d'une imposante collection de livres d'art. Cette protestante active, membre d'un groupe d'amitié judéo-chrétien, comprend cette « *blessure* » que décrit le grand rabbin. Elle sent bien combien ses marques d'amitié touchent ses voisins, son immeuble étant situé à proximité de la synagogue et du grand parc des Contades, haut lieu de la vie juive de Strasbourg.

Elle a fait partie de ces personnes qui sont venues régulièrement participer au rassemblement de soutien à la communauté juive sur le parvis, éclairé par des bougies. La semaine passée, lors d'un repas shabbatique partagé « exceptionnel », elle a entendu le récit de ceux qui rentraient d'Israël, pétris d'angoisse pour leurs proches. « Mes voisins, qui m'identifient comme une goy, mes amis juifs, se sentent réconfortés de nous voir aussi sidérés et terrifiés qu'eux », estime Evelyne Will-Muller.

« Nous n'avons pas reçu de marques de soutien [...] même de la part des juifs libéraux, c'est terrible! »

Perrine Olff-Rastegar, membre de l'Union juive française pour la paix

« Je savais bien qu'eux, les camarades chrétiens ayant fait vœu de prosémitisme, allaient venir vers nous », confirme son amie Michèle Jablon, ancienne élue du consistoire israélite du Bas-Rhin, qui ne cache pas sa « teinte » de gauche. « J'ai aussi été frappée de voir que ce sont les gens de droite qui se sont le plus indignés et ont le plus manifesté, surtout dans mon quartier, où le tempérament anti-arabe primaire est si fort qu'on préfère encore consoler le bon juif bourgeois... Je ne suis pas dupe : pour eux aussi, je suis un peu la juive de service. »

Pas dupe non plus de l'engrenage mortifère dans lequel le gouvernement mené par Benyamin Nétanyahou a plongé Israël. « Nous parlons de tout cela avec mes anciens collègues, bien à gauche, avec sincérité, et je sais la responsabilité d'Israël évidente, mais ce qui est arrivé est impardonnable », conclut Michèle Jablon.

« Certains n'ont peut-être pas pris la mesure du choc », confirme Philippe Ichter, ancien pasteur luthérien aujourd'hui chargé de mission pour la Collectivité européenne d'Alsace responsable de la relation avec les cultes. « Il est encore un peu tôt mais on ne fera pas l'économie d'une réflexion sur ce qui a manqué au dialogue interreligieux dans cette crise, peut-être la plus forte que nous ayons connu à Strasbourg jusqu'ici. »

L'homme est, à titre personnel, certain de sa ligne de conduite : « Quand les juifs sont touchés par le terrorisme, on se tient à côté d'eux. Quand nos camarades musulmans ont été percutés par l'islamisme en France, on s'est tenus à côté d'eux. Quand un prof est attaqué, on se tient auprès des enseignants. C'est aussi simple que cela. »

Palestine, le « dialogue impossible »

Le vendredi 13 octobre, Perrine Olff-Rastegar a quitté menottée la place Kléber, encadrée par la police, en plein centre-ville de Strasbourg. Elle a ensuite passé deux nuits en cellule, longue et éprouvante première garde à vue de sa vie, confie cette femme de 70 ans. Pendant qu'elle raconte, s'agite à son oreille gauche une boucle d'argent en forme de Palestine. Une cause à laquelle cette femme d'origine juive, fille de résistants au nazisme, a consacré presque toute sa vie d'adulte.

Connue comme membre du collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine de Strasbourg et de l'Union juive française pour la paix, Perrine Olff-Rastegar a été embarquée comme d'autres ce jour-là en raison de l'interdiction des manifestations propalestiniennes ordonnée par Gérald Darmanin la veille (démentie depuis par une décision du conseil d'État). Elle assure que la manifestation strasbourgeoise a bel et bien été annulée, et qu'elle se trouvait dans une rue adjacente en simple observatrice. « Je savais bien que des gens, les jeunes surtout, allaient quand même venir... »

Elle non plus ne décroche plus de son téléphone ces deniers jours, cet écran où s'affichent les nombreux avis de décès d'activistes, de journalistes, de militantes et militants gazaoui·es, visages connus d'une lutte commune, depuis le début des bombardements israéliens sur Gaza.

« Le soutien inconditionnel des juifs à Israël, je ne le comprends pas, fait valoir Perrine Olff-Rastegar, qui s'est brouillée depuis longtemps avec une partie de sa famille en raison de son engagement. En ce qui me concerne, je constate qu'on peut avoir un dialogue sur tout, sauf sur la question palestinienne. Nous n'avons pas non plus reçu de marques de soutien depuis le début de ce nouvel épisode, même de la part des juifs libéraux, c'est terrible! »

Le conflit est un tel « catalyseur de souffrances » que Lilia Bensédrine-Thabet, d'origine tunisienne et musulmane, a le sentiment de marcher sur une très fine ligne de crête. Le festival Sacrées journées qu'elle dirige vient de s'achever et rien n'a été simple. Les principes mêmes de l'évènement – proposer, depuis onze ans, trois ensembles musicaux de trois religions différentes, dans « le lieu de culte de l'autre » – s'est vu percuté de plein fouet par le retour de la guerre.

Le chantre Isaac Ouaknine, officiant de la synagogue de la Paix à Strasbourg, a perdu deux membres de sa famille durant l'attaque, et a annulé sa prestation. Puis c'est l'imam de Mulhouse qui a renoncé au concert prévu dans sa mosquée, « au vu de la situation tragique », suivi par son homologue de la grande mosquée de Strasbourg, par crainte de débordements. La grande synagogue de la Paix a fait de même.

Ce qui a eu lieu malgré tout a pourtant ému aux larmes : Philippe Kahn, cantor de l'Union juive libérale de Strasbourg, chantant dans la grande mosquée, devant 700 enfants, leurs enseignant·es et les parents les accompagnant. La vidéo de l'évènement est même devenue virale, vue près de 2 millions de fois, s'enthousiasme Lilia Bensédrine-Thabet.

Tensions à la mairie

Depuis plus de trois ans, la pandémie, la guerre en Ukraine, la crise sociale et climatique, ont mis la société tout entière en tension, rappelle Jeanne Barseghian, la maire écologiste de Strasbourg. « L'horizon est bouché, et dans un tel contexte les conflits internationaux peuvent rajouter des fractures entre les habitants, en particulier ici, puisque nous sommes certes dans une ville diplomatique, européenne, mais aussi très composite, multiculturelle et multiconfessionnelle. Cela a été le cas pour cette attaque terroriste du Hamas contre Israël. »

L'équipe à la tête de Strasbourg s'est elle-même pris la vague en pleine face. Après avoir hissé le drapeau israélien au fronton de l'hôtel de ville lundi 9 octobre, la mairie a pris la décision de le descendre « 36 heures plus tard », provoquant l'ire de la communauté juive locale, et d'une partie de l'arc politique.

Une « décision incompréhensible », commente ainsi Martine Dietrich, élue Les Républicains au conseil départemental, chargée des cultes. L'opposition locale s'est faite encore plus tranchante, dans un communiqué cosigné par les trois groupes d'opposition de Strasbourg (LR, Renaissance, le Parti socialiste) : « Le sang des victimes est encore chaud que le draneau israélien disparaît déià. comme si sa vue hrûlait le regard de la majorité municipale. »

REPUBLIC DES CIRCUITO CIRCURA MARCO DE UNI MEDICANO POLINICIPA DE CONTRESO DE

« Je reste convaincue qu'une constellation de drapeaux ne peut pas traduire la complexité de ces situations géopolitiques, considère Jeanne Barseghian. C'était sûrement trop tôt et je regrette que cela ait heurté des personnes, mais mon geste était de marquer la voix singulière de notre ville. »

Cette question des drapeaux est par ailleurs très révélatrice, poursuit l'écologiste : « Quand des voix se sont élevées pour interpeller sur le sort des civils palestiniens, j'ai pu sentir, comme maire, qu'il était difficile ne serait-ce que d'exprimer la douleur, la solidarité avec la population gazaouie, sans que certains ne l'interprètent comme un déni de ce que vivait la population israélienne. »

« Dans la tête de certains profs, les choses se sont imbriquées avec l'assassinat de Dominique Bernard à Arras. »

Paul, un militant de gauche de Strasbourg

Plus près du sol, les affres peuvent être similaires. Paul (prénom d'emprunt), membre du syndicat Sud Éducation et du collectif local On ne crèvera pas au boulot, enchaîne les réunions ces derniers jours, notamment pour monter un collectif de soutien au peuple palestinien, en se détachant un peu du communiqué écrit lors de la première manifestation interdite : « Nous trouvions ça un peu léger sur la condamnation du Hamas, nous voulons vraiment nous attacher à dire que ce sont toujours les populations qui morflent et qu'il faut un cessez-le-feu. » Une nouvelle manifestation pourrait avoir lieu samedi 28 octobre 2023.

La conversation est cependant, selon le jeune homme, assez fluide dans le milieu militant de gauche strasbourgeois – « On est globalement d'accord pour dire qu'il ne faut pas bombarder des civils et pour condamner Israël comme le Hamas pour leurs crimes de guerre » –, elle se corse un peu dans le collège où Paul travaille. « Dans la tête des certains profs, les choses se sont imbriquées avec <u>l'assassinat de Dominique Bernard</u> à Arras. Les collègues ont peur, et certains en profitent pour sortir des trucs vraiment islamophobes. <u>La polémique sur les abayas</u> en début d'année n'a pas aidé, certains sont plongés dans une véritable panique morale. »

Richard Sancho-Andreo, né à Oran en Algérie, en a pourtant connu d'autres, des crises, il se souvient même combien l'avait marqué <u>la guerre du Kippour</u>, en 1973. Le président de <u>l'association « Rue Méditerranée »</u>, qui porte l'interculturel dans son ADN, s'interroge néanmoins aussi sur la « *bascule* » que constituent ces trois dernières semaines.

« Nous préparons un concert dans une église protestante avec un chœur de réfugiés qui chantent en arabe, je me pose des questions que je ne me suis jamais posées avant », confie le militant associatif. À Bischheim, commune de la première couronne de l'agglomération de Strasbourg, il mène aussi un projet pour faire visiter aux enfants les différents lieux de culte de la ville. « Les directeurs d'école faisaient jusqu'ici barrage aux parents qui s'y opposaient... Mais là ? »

Kinan l'écoute avec attention, il est le chef franco-syrien d'un chœur amateur qui travaille des chants dans toutes les langues de la Méditerranée. Il ne veut rien dire, lui le chanteur chrétien qui a justement fui la Syrie pour trouver « le calme en France, loin des conflits ». Sa chorale croise celle d'Isabelle Marx, les deux chœurs répètent dans l'église Saint-Pierre-Le-Vieux de Strasbourg.

Une porte entre deux dogmes

Ce n'est pas pour rien qu'ici on chante, quel que soit son parcours : l'église catholique Saint-Pierre-Le-Vieux est l'un des premiers lieux de proclamation de la réforme protestante à Strasbourg au XVI^e siècle, avant d'être redisputée une centaine d'années plus tard à l'occasion de l'annexion de Strasbourg par le royaume de France. L'église devient alors un *simultaneum*, le chœur laissé aux catholiques, la nef aux protestants. Une disposition qui perdure architecturalement aujourd'hui : un mur sépare les deux confessions, ainsi que les portes en bois du jubé.

Arnaud Stoltz, aumônier en prison pendant vingt-deux ans, pasteur fortement préoccupé par « la marge », s'occupe de cette étrange église du XXI^e siècle, ouverte à tous, croyants ou non, où les « porteurs de projets » ont remplacé les paroissiens, les poufs les bancs de prière, et où l'on cultive « le partage plutôt que le dogme ».

Il est également l'un des membres fondateurs de l'Oasis, l'association qui porte le jardin interreligieux de la Meinau, et garde en mémoire ce qui avait précédé une telle initiative. « Il y a longtemps, un boulanger juif du quartier avait été attaqué par deux jeunes musulmans, il fallait faire quelque chose. Pas de l'interreligieux des grands hommes et des grandes idées, mais simplement biner ensemble. Oui, peut-être que ceci s'est grippé cette fois-ci, mais je me souviens surtout de tout ce qui a été fait pendant dix ans ensemble, dans ce jardin. »

À Saint-Pierre-Le-Vieux, en 2012, dans une volonté affichée d'œcuménisme, a été décidé de l'ouverture, pour la première fois depuis plus 329 ans, des portes du jubé séparant l'église catholique et protestante. Il a fallu cinq mois à graisser les gonds pour ouvrir, millimètre par millimètre, les lourdes portes entre les deux églises. « Ça va plus vite de construire un mur », note, conscient du symbole, Arnaud Stoltz.

Mathilde Goanec